



**COMITE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX D'UNIDROIT
POUR LA PREPARATION D'UN PROJET DE PROTOCOLE
PORTANT SUR LES QUESTIONS SPECIFIQUES AUX
BIENS SPATIAUX A LA CONVENTION RELATIVE AUX
GARANTIES INTERNATIONALES PORTANT SUR DES
MATERIELS D'EQUIPEMENT MOBILES
Troisième session
Rome, 7/11 décembre 2009**

UNIDROIT 2009
C.E.G./Pr. spatial/3/W.P. 19
Original: anglais
9 décembre 2009

**AVANT-PROJET DE PROTOCOLE PORTANT SUR
LES QUESTIONS SPECIFIQUES AUX BIENS SPATIAUX
A LA CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES
PORTANT SUR DES MATERIELS D'EQUIPEMENT MOBILES**

(tel que révisé par le Comité d'experts gouvernementaux à sa première session
(Rome, 15/19 décembre 2003), et

**TEXTE ALTERNATIF DE L'AVANT-PROJET DE PROTOCOLE
DONNANT EFFET AUX QUESTIONS POLITIQUES
SOUMISES A L'EXAMEN DU COMITE PILOTE**

(préparé, à la demande du Comité pilote en vue de sa présentation
au Comité d'experts gouvernementaux, par le Professeur Sir Roy Goode (Royaume-Uni)
et M. Michel Deschamps (Canada))

COMMENTAIRES

sur le texte alternatif

(soumis par Intelsat et SES)

Intelsat et SES ont suivi le déroulement des travaux durant les deux premiers jours de la troisième session du Comité d'experts gouvernementaux d'UNIDROIT pour la préparation d'un projet de Protocole portant sur les biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles. Nous présentons la déclaration suivante qui exprime l'opinion émanant des représentants de nombreux intervenants du secteur, parmi lesquels des institutions financières, des constructeurs de matériel aérospatial, des compagnies d'assurance et des associations sectorielles ainsi que d'autres opérateurs de satellites, de grandes et petites dimensions.

Ainsi que vous le savez sans doute, nombreux sont les participants du secteur qui ont exprimé leur opposition au Protocole dans des lettres adressées directement par ces participants et par toutes les principales organisations de satellites : la *Satellite Industry Association*, la *European Satellite Operators Association*, le *Asia-Pacific Satellite Communications Council* et le *Global VSAT Forum*, qui représentent ensemble plus de 200 membres de l'industrie des satellites (nous joignons une liste des lettres qui ont exprimé leur opposition et leurs préoccupations à l'égard du projet de Protocole).

Malgré les échanges constructifs auxquels nous avons assisté ces derniers jours, nous continuons à croire qu'il n'existe aucun besoin apparent à l'égard d'un Protocole. En conséquence, nous appelons instamment UNIDROIT à réexaminer la nécessité d'un Protocole.

Plus précisément, nous pensons que le nouveau régime supranational établi par le Protocole créerait une confusion, un manque de certitude et des conflits potentiels qui auront probablement pour effet d'*inhiber* le financement même que le Protocole vise à encourager.

Contrairement au but du Protocole, la situation conflictuelle qui se produirait pourrait de fait limiter les opportunités et les opérations commerciales (en particulier pour les petits opérateurs). Cela pourrait avoir *un effet dissuasif* sur les futures opérations de financement si les prêteurs devaient conclure que le Protocole ajoute des risques qu'ils ne souhaitent pas assumer.

Nous souhaitons souligner que, sur la base de notre expérience, l'absence de Protocole n'a pas empêché le financement garanti des satellites. D'ailleurs, rien ne prouve que des créanciers n'ont pas accordé de financement en raison d'un manque de protection internationale suffisante pour leurs garanties.

Nous prenons acte que vous avez décidé de poursuivre la préparation d'un projet de Protocole. Bien que nous respectons la prérogative du Comité, nous vous exhortons à examiner soigneusement les intérêts et les préoccupations de l'industrie spatiale et de la communauté financière qui soutient celle-ci dans le travail qu'elle accomplit.

Si UNIDROIT croit qu'il est nécessaire de procéder à des enquêtes complémentaires sur cette question, nous inviterions instamment UNIDROIT à effectuer une étude visant à déterminer si l'accès au capital est aujourd'hui disponible, et si ce n'est pas le cas, quels sont les problèmes qui limitent un tel accès. Nous recommandons que l'étude envisage également les problèmes spécifiques que devrait traiter le Protocole, pourquoi le Protocole est nécessaire, et une analyse des coûts/avantages du Protocole. Nous demandons en outre que l'étude envisage tous les participants de l'industrie spatiale commerciale : constructeurs, opérateurs, prêteurs et assureurs, afin d'obtenir une large perspective de la façon dont l'industrie fonctionne aujourd'hui. Enfin, compte tenu que le but d'un tel Protocole est d'accroître l'accès au capital pour l'industrie des satellites commerciaux, nous demandons que l'étude établisse si le secteur commercial pourrait effectivement adhérer à la création du nouveau régime supranational qui serait créé par le Protocole. Une fois l'étude réalisée, UNIDROIT et l'industrie pourraient réexaminer si le Protocole est ou non nécessaire.

Sans l'examen attentif des intérêts et des besoins des entités qui sont les principales concernées par l'avant-projet de Protocole, le résultat des travaux du Comité serait de porter préjudice au secteur des satellites. Un projet de Protocole qui désavantagerait la communauté spatiale serait pire que de ne pas avoir de Protocole du tout. Nous encourageons donc UNIDROIT à réexaminer sa position à l'égard du Protocole.

ANNEXE

**LISTE DES LETTRES EXPRIMANT LEUR OPPOSITION AU PROTOCOLE SPATIAL
ENVOYÉES A UNIDROIT**

- Intelsat, SES and Eutelsat's letters to UNIDROIT, dated September 24, 2008 and May 12, 2009
- Satellite Industry Association (SIA)'sⁱ letters to UNIDROIT, dated November 3, 2009 and November 23, 2009
- Asia-Pacific Satellite Communications Council (APSCC)'sⁱⁱ letter to UNIDROIT, dated November 25, 2009
- European Satellite Operators Association (ESOA)'sⁱⁱⁱ letters to UNIDROIT, dated October 10, 2008 and December 1, 2009
- Marsh's letter to UNIDROIT, dated October 10, 2009
- Elseco's letter to UNIDROIT, dated November 24, 2009
- Global VSAT Forum's^{iv} letter to UNIDROIT, dated November 23, 2009
- ManSat's letter to UNIDROIT, dated November 24, 2009
- ING's letters to UNIDROIT, dated October 22, 2004 and November 24, 2009
- QuetzSat's letter to UNIDROIT, dated November 18, 2009
- Aon – ISB's letter to UNIDROIT, dated November 4, 2009
- Barclays Capital's letter to UNIDROIT, dated November 23, 2009
- O3b Networks' letter to UNIDROIT, dated December 1, 2009

ⁱ **SIA's Executive Members:** [ARTEL Incorporated](#), [The Boeing Company](#), [CapRock Government Solutions](#), [DirecTV](#), [Hughes Network Systems](#), [ICO Global Communications](#), [Integral Systems](#), Intelsat, [Iridium Satellite LLC](#), [Lockheed Martin](#), [Loral Space & Communications](#), [Northrop Grumman](#), [Rockwell Collins](#), [SES Americom](#), SkyTerra, [TerreStar Networks](#).

SIA's Associate Members: [Alliant Techsystems](#), [Comtech EF Data](#), [DRS Technologies](#), [EchoStar](#), [Emerging Markets Communications, Inc.](#), [Eutelsat](#), [iDirect Government Technologies](#), Inmarsat, [Marshall Communications Corp.](#), [Panasonic Avionics Corporation](#), [SAT-GE](#), [Spacecom, Ltd.](#), [Stratos Global](#), Telesat, ViaSat, [Wildblue Communications](#).

ⁱⁱ **APSCC's Members:** AAE Systems, Inc., Aetheric Engineering Ltd., American Samoa: American Samoa Telecommunications Authority, APSI (Asia Pacific Satellite Industries. Co. Ltd), APT Satellite Holdings Limited, Arianespace, Asia Broadcast Satellite (HK) Ltd. (ABS), Asia Cellular Satellite Systems (ACeS), Asia Satellite Telecommunications Co., Ltd. (AsiaSat), ASSI (The Indonesian Satellite Association), ASTOS (The Association of Specialist Technical Organisations for Space), Bangladesh: MOSICT (Ministry of Science and Information & Communication Technology), Bharat Sanchar Nigam Ltd. (BSNL), Boeing Satellite Systems International Inc., Broadcasting Satellite System Corp. (B-Sat), Cambodia: MPTC (Ministry of Posts & Telecommunications, Cambodia), CASBAA (Cable and Satellite Broadcasting Association of Asia), China Great Wall Industry Corp., Chunghwa Telecom Co., Ltd., Cisco Systems Inc., CSA (California Space Authority), CUA-SCBT (Chinese Users Association for Satellite Communications, Broadcasting & -Television), Dongbu Insurance Co., Ltd., DU EITC (Emirates Integrated Telecommunications Company, PJSC), EADS Astrium, Edward W Kelley & Partners Inc., Electronics and Telecommunications Research Institute (ETRI), Eutelsat S.A., FIJI: Ministry of Information, Communications and Media Relations, Gilat Satellite Networks Ltd., GlobeCast Asia, Globecom Systems, Inc., Glowlink Communications Technology Inc., GMV Aerospace and Defence, S.A., High Gain Antenna Co. Ltd., Hughes, Hyundai Marine & Fire Insurance, iDirect Technologies Inc., Indian Space Research Organisation, INMARSAT, Integral Systems, Intellian Technologies™, INTELSAT Ltd., International Launch Services (ILS), International Space Brokers Group (ISB), INTERSPUTNIK (International Organization of Space Communications), IOT Systems, LLC, Iranian Space Agency (ISA), Iridium Satellite LLC, ISS Corp. (Integrated Satellite Solutions Corp.), Japan Aerospace Exploration Agency (JAXA), Jiang Tai Insurance Broker Co., Ltd., Korea Aerospace Industries, Ltd., Korea Aerospace Research Institute, Korea Digital Satellite Broadcasting (SkyLife), KOSPACE Co., Ltd, KT Corp., LG Dacom Corp., LIG Insurance Co., Ltd, Lockheed Martin Commercial Space Systems, Mabuhay Satellite Corp., Marsh Ltd., Marshall Islands: MOTC (Ministry of Transportation & Communication, Marshall Islands), MEASAT Satellite Systems Sdn., Bhd., Merits Insurance Co., Ltd., Mitsubishi Electric Corp., Mitsubishi Heavy Industries, Ltd., Mongolia Telecom Company, Mongolia: ICTPA (Information, communication Technology and Post Authority), MSUA (Mobile Satellite Users Association), Nanotronix, National Institute of Information and Communications

Technology (NICT), NEC Corporation(NEC), NTT DoCoMo Inc., Orbital Sciences Corp., Papua New Guinea: Papua New Guinea Radiocommunications and Telecommunications Technical Authority (PANGTEL), Patriot Antenna Systems, PITA (Pacific Islands Telecommunications Association), ProtoStar Ltd., PT. Telekomunikasi Indonesia, Tbk, PTC (Pacific Telecommunications Council), PTCL (Pakistan Telecommunication Company Ltd), Russian Satellite Communications Company (RSCC), Samsung Fire & Marine Insurance Co., Ltd, Satel Conseil International, Satellite Evolution Asia, DS Air Publications, Sea Launch Company, LLC, SES World Skies, SIA (Satellite Industry Association), SINGAPORE: Infocomm Development Authority, Singtel Optus (Singapore Telecommunications Ltd.), SK Telecom, SKY Perfect JSAT Corporation, Smart Digital Communications Bhd., Space Systems/Loral, SpeedCast Limited, SUIRG (Satellite Users Interference Reduction Group, Inc.), Telesat, THAICOM Public Company Limited, Thailand: MICT (Ministry of Information and Communication Technology, Thailand), Thales Alenia Space, Thuraya Satellite Telecommunications Company, Via Satellite, Access Intelligence, ViaSat, Inc., Vietnam: Vietnam Telecom International (VTI), WTA(World Teleport Association), 1worldspace Asia Space Limited.

ⁱⁱⁱ **ESOA's Members:** Astrium Services, Eurasiasat, Eutelsat, Hellas Sat, Hispasat, Inmarsat, SES, SES Sirius, Telenor and Telespazio. Arianespace, Astrium Satellites, Avanti, International Space Brokers, Mansat, Marsh, Newtec, Solaris Mobile, Thales Alenia Space and Willis are **Supporting Members** of ESOA.

^{iv} The **Global VSAT Forum** is an association of key companies involved in the business of delivering advanced digital fixed satellite systems and services to consumers, and commercial and government enterprises worldwide. It comprises more than 200 companies from 100 countries in every major region of the world and from all sectors of the satellite industry. For a complete Global VSAT Forum's member directory see <http://www.gvf.org/members_directory/index.cfm>.